



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-64613>

Département(s) de publication : **95, 77**

Annonce n° **24-64613**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Agglomération Roissy Pays de France

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Prestations de conseil et d'assistance juridique

Description : La présente consultation concerne des services de conseil et d'assistance juridique pour toutes les affaires relatives aux activités de la communauté d'agglomération Roissy Pays de France. Par conseil et assistance juridique, on entend tous types de conseils et consultations, de manière physique, postale, téléphonique ou dématérialisée, la rédaction d'actes ou de documents divers, la participation à des réunions de travail ou des réunions avec des tiers, sans que cette liste soit exhaustive. Sont comprises toutes les obligations que l'usage et la déontologie impliquent et font découler de ces prestations. Ne sont pas comprises les représentations juridiques. Attribution d'un accord-cadre pour chaque lot. L'accord-cadre est conclu pour une période de 4 ans à compter de la date de notification du contrat

Identifiant de la procédure : 0255ab63-d945-4241-b03c-15b48ec4286f

Identifiant interne : 24093_094

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79140000 Services de conseils et d'information juridiques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79140000 Services de conseils et d'information juridiques

2.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 6 bis, avenue Charles de Gaulle

Ville : Roissy-En-France

Code postal : 95700

Subdivision pays (NUTS) : Val-d'Oise (FR108)

Pays : France

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 300,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1, R. 2123-1 3° du Code de la commande publique. Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 3 soumissionnaires ayant remis les 3 meilleures offres. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au Dce, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.roissypaysdefrance.fr/marches-publics>

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.5 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre : 2

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : « Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, ne doit pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation prévus par le code de la commande publique.

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : Droit public de l'aménagement, de l'urbanisme et du foncier

Description : 23093 Les prestations de conseil et d'assistance juridique concernées par ce lot porteront notamment sur les domaines suivants : - Droit administratif des biens ; - Opérations d'aménagement ; - Documents d'urbanisme ; - Exercice du droit de préemption ; - Expropriation ; - Zones d'aménagement concerté ; - Concessions d'aménagement ; - Fiscalité de l'urbanisme

Identifiant interne : 1

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79140000 Services de conseils et d'information juridiques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79140000 Services de conseils et d'information juridiques

Options :

Description des options : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 6 bis, avenue Charles de Gaulle

Ville : Roissy-En-France

Code postal : 95700

Subdivision pays (NUTS) : Val-d'Oise (FR108)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 0

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : La publication du prochain avis est prévue au 1er semestre 2028

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat (et l'ensemble des membres du groupement, le cas échéant) n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L. 2141-1 à 12 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26

novembre 2018 relative au Code de la commande publique ; - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Utilisation de ce critère : Utilisés

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ; - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ; - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; - Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date, le type de collectivité et le nombre d'habitants. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Le principe du secret des relations entre l'avocat et son client ne fait pas obstacle à la transmission des références professionnelles, dès lors que ces renseignements ne comportent pas de mention nominative, ni ne permettent d'identifier les clients du candidat. Par ailleurs, il peut être fait mention de références nominatives sous réserve d'obtenir l'accord préalable et expresse du client concerné ; - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat ; - Le cas échéant, indication de la politique environnementale du candidat

Utilisation de ce critère : Utilisés

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : - Le candidat devra fournir un certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa) pour lui-même, ses éventuels cotraitants et sous-traitants ; - Date d'inscription au Barreau et attestation d'inscription au tableau de l'Ordre sous la spécialisation objet du lot en question, ou s'en approchant le plus (arrêté du 8 juin 1993 et délibération du Cnb du 7 septembre 2002) ; - Attestation, par l'Ordre, du contrôle de la formation continue obligatoire (article 85 et 85-1 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 et décision à caractère normatif du Cnb n°2005-002 et 2005-004 des 15 avril et 9 décembre 2005) ; - Le cas échéant, certificat de spécialisation délivré par le président du Conseil national des barreaux (article 92-3 du décret n°91-1197 précité)

Utilisation de ce critère : Utilisés

5.1.10 Critères d'attribution

Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1477746>,

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1477746>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 05/07/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 MONTH

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date/heure : 05/07/2024 à 12:30

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Informations relatives aux délais de recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

5.1 Lot : LOT-0002

Titre : Droit public général (hors aménagement, urbanisme et foncier)

Description : 23094 Les prestations de conseil et d'assistance juridique concernées par ce lot porteront notamment sur les domaines suivants : - Droit des collectivités territoriales ; - Relation avec les associations ; - Fonctionnement des services publics ; - Droit fiscal et finances publiques ; - Responsabilité administrative ; - Droit des contrats publics : marchés publics, délégations de service public, partenariats public-privé, bail emphytéotique administratif, et d'une façon générale, tous les contrats dont la conclusion, est précédée d'une mise en concurrence légale et/ou réglementaire ; - Droit de la fonction publique dont notamment : procédure disciplinaire, licenciement, reclassement et exercice du droit syndical ; - Droit de l'environnement ; - Droit des données

Identifiant interne : 2

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79140000 Services de conseils et d'information juridiques

Nomenclature supplémentaire (cpv): 79140000 Services de conseils et d'information juridiques

Options :

Description des options : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires

5.1.2 Lieu d'exécution

Adresse postale : 6 bis, avenue Charles de Gaulle

Ville : Roissy-En-France

Code postal : 95700

Subdivision pays (NUTS) : Val-d'Oise (FR108)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 0

5.1.6 Informations générales

Il s'agit d'un marché récurrent

Description : La publication du prochain avis est prévue au 1er semestre 2028

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat (et l'ensemble des membres du groupement, le cas échéant) n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L. 2141-1 à 12 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au Code de la commande publique ; - Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail

Utilisation de ce critère : Utilisés

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ; - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ; - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; - Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date, le type de collectivité et le nombre d'habitants. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Le principe du secret des relations entre l'avocat et son client ne fait pas obstacle à la transmission des références professionnelles, dès lors que ces renseignements ne comportent pas de mention nominative, ni ne permettent d'identifier les clients du candidat. Par ailleurs, il peut être fait mention de références nominatives sous réserve d'obtenir l'accord préalable et expresse du client concerné ; - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat ; - Le cas échéant, indication de la politique environnementale du candidat

Utilisation de ce critère : Utilisés

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : - Le candidat devra fournir un certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa) pour lui-même, ses éventuels cotraitants et sous-traitants ; - Date d'inscription au Barreau et attestation d'inscription au tableau de l'Ordre sous la spécialisation objet du lot en question, ou s'en approchant le plus (arrêté du 8 juin 1993 et délibération du Cnb du 7 septembre 2002) ; - Attestation, par l'Ordre, du contrôle de la formation continue obligatoire (article 85 et 85-1 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 et décision à caractère normatif du Cnb n°2005-002 et 2005-004 des 15 avril et 9 décembre 2005) ; - Le cas échéant, certificat de spécialisation délivré par le président du Conseil national des barreaux (article 92-3 du décret n°91-1197 précité)

Utilisation de ce critère : Utilisés

5.1.10 Critères d'attribution

Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=dematEnt.login&type=DCE&IDM=1477746>,

Canal de communication ad hoc :

Nom : AW Solutions

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.info/mpiaws/index.cfm?fuseaction=demat.termes&IDM=1477746>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 05/07/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 6 MONTH

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date/heure : 05/07/2024 à 12:30

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Informations relatives aux délais de recours : Référé pré-contractuel prévu aux articles L. 551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de participants : 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France

TED eSender : Avenue-Web Systèmes

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Avenue-Web Systèmes

Numéro d'enregistrement : 443928874

Ville : Seyssinet-Pariset

Code postal : 38170

Pays : France

Adresse électronique : publications-joue@aws-france.com

Téléphone : +33480041260

Rôles de cette organisation :

TED eSender

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Agglomération Roissy Pays de France

Numéro d'enregistrement : 20005565500019

Adresse postale : 6 Bis Avenue Charles De Gaulle

Ville : Roissy-En-France

Code postal : 95700

Pays : France

Point de contact : DOLL Pascal

Adresse électronique : servicemarches@roissypaysdefrance.fr

Téléphone : 0134290306

Adresse internet : <https://www.roissypaysdefrance.fr>

Profil de l'acheteur : <https://www.roissypaysdefrance.fr/marches-publics>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Communauté d'Agglomération Roissy Pays de France

Numéro d'enregistrement : 1712494

Adresse postale : 6 bis, avenue Charles de Gaulle

Ville : Roissy-En-France

Code postal : 95700

Pays : France

Adresse électronique : servicemarches@roissypaysdefrance.fr

Téléphone : 0134290306

Rôles de cette organisation :

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

Numéro d'enregistrement : 640468

Adresse postale : 2-4 bd de l'Hautil

Ville : Cergy-Pontoise

Code postal : 95027

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Téléphone : 0130173400

Télécopieur : 0130173459

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 2750c0f5-bf4e-4dca-93c4-9fc4efb1456b - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 04/06/2024 à 13:16

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 04/06/2024